



**RADA
EVROPSKÉ UNIE**

**Brusel 14. března 2011 (16.03)
(OR. fr)**

7342/11

DROIPEN 16

PRŮVODNÍ POZNÁMKA

Odesílatel:	M. F. Biltgen, ministr spravedlnosti LUCEMBURSKÉHO VELKOVÉVODSTVÍ
Datum:	28. února 2011
Příjemce:	Generální sekretariát Rady Evropské unie Ivan Bizjak, generální ředitel GŘ H, „Spravedlnost a vnitřní věci“
Předmět:	Provedení rámcového rozhodnutí Rady 2008/913/SVV ze dne 28. listopadu 2008 o boji proti některým formám a projevům rasismu a xenofobie prostřednictvím trestního práva

Vážený pane generální řediteli,

mám tu čest Vám oznámit, že Lucembursko provedlo zákonem ze dne 13. února 2011 výše uvedené rámcové rozhodnutí.

V souladu s čl. 1 odst. 4 tohoto rámcového rozhodnutí by Lucembursko rádo učinilo toto prohlášení:

Lucembursko prohlašuje, že zajišťuje trestnost popírání či závažného zlehčování trestných činů uvedených v odst. 1 písm. c) anebo d) rámcového rozhodnutí pouze tehdy, byly-li tyto trestné činy stanoveny konečným rozhodnutím lucemburského či mezinárodního soudu.

(zdvořilostní zakončení)

François BILTGEN

Art. 4. Notre Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*La Ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres*

Château de Berg, le 13 février 2011.
Henri

Loi du 13 février 2011 portant modification de l'article 457-3 du Code pénal.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,
Notre Conseil d'État entendu;
De l'assentiment de la Chambre des Députés;
Vu la décision de la Chambre des Députés du 27 janvier 2011 et celle du Conseil d'État du 1^{er} février 2011 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Article unique. L'article 457-3 du Code pénal est modifié comme suit:

«Art. 457-3. (1) Est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans et d'une amende de 251 euros à 25.000 euros ou de l'une de ces peines seulement celui qui, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication audiovisuelle, a contesté, minimisé, justifié ou nié l'existence d'un ou de plusieurs crimes contre l'humanité ou crimes de guerre tels qu'ils sont définis par l'article 6 du statut du tribunal militaire international annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945 et qui ont été commis soit par les membres d'une organisation déclarée criminelle en application de l'article 9 dudit statut, soit par une personne reconnue coupable de tels crimes par une juridiction luxembourgeoise, étrangère ou internationale.

(2) Est puni des mêmes peines ou de l'une de ces peines seulement celui qui, par un des moyens énoncés au paragraphe précédent, a contesté, minimisé, justifié ou nié l'existence d'un ou de plusieurs génocides tels qu'ils sont définis par la loi du 8 août 1985 portant répression du génocide et par l'article 6 du Statut de la Cour pénale internationale, ainsi que des crimes contre l'humanité et crimes de guerres, tels qu'ils sont définis aux articles 7 et 8 du Statut de la Cour pénale internationale et reconnus par une juridiction luxembourgeoise ou internationale.»

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre de la Justice,
François Biltgen*

Château de Berg, le 13 février 2011.
Henri

Doc. parl. 6126; sess. ord. 2009-2010 et 2010-2011.